

SEBASTIEN FAURE ET LE SYNDICALISME:

Le syndicalisme, c'est le mouvement de la classe ouvrière en marche vers son affranchissement intégral, par la suppression du salariat et l'abolition du patronat.

Pour que le but du Syndicalisme soit atteint, il est indispensable que tous les prolétaires sans exception d'aucune sorte, soient affranchis.

Les chaînes qui font de la classe ouvrière une classe asservie sont nombreuses et de diverses sortes: économiques, politiques, morales.

Le Syndicalisme n'a pas pour fin de briser les unes et de laisser subsister les autres; il a pour but de les briser toutes, afin que l'esclave des temps actuels qu'est le prolétaire devienne l'homme intégralement affranchi de demain.

Sur le plan politique comme sur l'économique, dans le domaine intellectuel comme dans le moral, l'humain doit être pleinement, totalement, intégralement libéré, affranchi; tel est le but véritable du Syndicalisme; tel est le sens exact et complet du mot «intégral». L'expression: «affranchissement intégral» a cette signification, sinon elle ne signifie rien.

C'est donc par la suppression du salariat et l'abolition du patronat que le Syndicalisme réalisera son but: l'affranchissement intégral de la classe ouvrière.

A l'heure actuelle, il est fortement question d'ajouter à ces mots: «suppression du salariat et abolition du patronat», ces autres mots: «disparition de l'Etat».

Je ne parviens pas à imaginer un «Etat» quelconque qui ne se trouverait pas dans la nécessité de soutenir ou d'instituer le régime du salariat et du patronat, tant il est vrai que ces trois termes sont étroitement solidaires, rigoureusement associés, profondément soudés.

Vouloir les séparer, admettre l'un sans admettre les deux autres, c'est pure extravagance. La simple raison, la élémentaire logique exigent qu'on choisisse entre la suppression ou le maintien des trois.

Il en est qui contestent étroite connexité, cette très profonde, cette indissoluble association entre le patronat le salariat et l'Etat. Ils prétendent séparer celui-ci des deux premiers.

Ils nous opposent ce qu'ils appellent «l'expérience russe».

Si mes regards se fixent sur la Russie bolcheviste, je vois un gouvernement qui, à tort ou à raison, se dit Etat prolétarien.

Je veux bien concéder que Lénine, Trotsky, Zinoviev, Lounatcharsky, Krilenko, Boukharine, etc..., sont d'excellents dictateurs, des gouvernants actifs et intelligents; mais il est incontestable que ce ne sont pas des prolétaires et il est déjà scandaleusement contradictoire qu'un gouvernement dit prolétarien, soit presque totalement composé de gouvernants qui ne sont pas des prolétaires.

Les trois premiers jours qui ont suivi la période de bouleversement, le salariat aurait été aboli en fait comme en droit; mais il est indéniable qu'il a été rétabli aussitôt. C'est chose notoire et reconnue qu'aujourd'hui le prolétaire de Russie vit sous le régime du salariat et que le travail y est rétribué en application d'une échelle de salaires fort compliquée dont la fixation apparue au Conseil supérieur de l'économie, rouage important de l'Etat dit prolétarien.

Le petit patronat et le patronat moyen fleurissent aussi en Russie.

Syndicalistes, réfléchissez, appliquez à ce problème l'effort impartial et quelque peu prolongé de votre méditation et je suis certain que cet effort vous conduira directement et nécessairement aux conclusions suivantes:

1- L'abolition du salariat et la suppression du patronat impliquent fatalement la disparition de l'Etat;

2- Le maintien ou le rétablissement de l'Etat sous une forme quelconque appelle fatalement le maintien ou le rétablissement du patronat et du salariat.

Il faut choisir:

Ou bien le Syndicalisme ne doit pas poursuivre la disparition de l'Etat et, dans ce cas, il renoncer à poursuivre la pression du salariat et l'abolition du patronat;

Ou bien le Syndicalisme poursuit son but qui est l'émancipation intégrale des prolétaires. Sur ce terrain, le Syndicalisme et l'anarchisme ont des fins communes.

Et cela suffit à expliquer d'une part, pourquoi les travailleurs qui sont anarchistes militent dans les syndicats et, d'autre part, pourquoi tout syndicaliste sincère est un anarchiste en puissance.

Serait-il digne des syndicalistes qui ne sont pas anarchistes, de se refuser à la lutte contre l'Etat, parce que cette lutte est inscrite au premier rang des revendications libertaires?

Si cette considération prévalait, ce serait l'indice d'une mesquinerie, d'une bassesse de conscience et d'une étroitesse d'esprit qui suffirait à disqualifier et à déshonorer quiconque s'en rendrait coupable.

Il est difficile et il serait déloyal de méconnaître qu'en se prononçant contre l'Etat, le Syndicalisme prend position contre l'Etat prolétarien aussi fermement que contre toute autre forme de l'Etat.

Il s'ensuit que le gouvernement, qui a son siège à Moscou, et qui s'étiquette «Etat prolétarien», se trouve compris dans la réprobation dont le Syndicalisme frappe l'Etat quel qu'il soit.

Ainsi le vent l'exige impérieusement, le but qu'il a l'inébranlable volonté d'atteindre: l'affranchissement intégral du prolétariat par la suppression du salariat, du patronat et de l'Etat.

***Textes recueillis par notre camarade Olive,
Secrétaire général des Amis de Sébastien Faure.***